

# Trump-Roosevelt, même combat

Il y a deux siècles, la doctrine Monroe bannissait l'Europe du continent américain. En 1903, le corollaire Roosevelt ajoutait que les Etats-Unis se réservaient le droit d'intervenir dans leur « arrière-cour ».

Un point de vue partagé par Trump.

WILLIAM BOURTON

En 1823, débarrassé de toute présence européenne sur son territoire, le cinquième président des Etats-Unis, James Monroe, décrète *urbi et orbi* que l'intégralité du continent américain (Nord et du Sud) est interdit à toute entreprise de colonisation étrangère. En contrepartie, la jeune Amérique s'engage à ne pas intervenir dans les affaires européennes. Cette profession de foi va prendre un tour nettement plus velléitaire en 1904, quand le président Theodore Roosevelt précisera que son pays se réserve le droit d'intervenir partout où ses intérêts se trouve-

raient menacés...

Au moment de son élaboration, la doctrine Monroe – qui, en vérité, est l'œuvre du secrétaire d'Etat John Quincy Adams, qui succédera à Monroe à la présidence en 1825 – était essentiellement défensive. Pour citer l'historien américain Daniel J. Boorstin, « la doctrine Monroe disait la détermination des Etats-Unis de faire de l'océan un fossé protecteur, afin que cette quarantaine les preserve des nombreux maux présents de l'autre côté de l'Atlantique » (passage issu de *L'esprit d'exploration*, Gallimard, 1979).

## La politique du Gros Bâton

On l'a dit, cette « quarantaine » valait pour l'ensemble du continent américain. Mais les pays d'Amérique latine ne furent pas le moins du monde consultés... C'est que la démarche de Washington avait un côté messianique. La providence avait conduit les colons du Nouveau Monde vers une sorte d'éden insulaire ; en échange la nation américaine avait pour mission divine (*Manifest Destiny*) de répandre la liberté et la démocratie – version américaine, s'entend. Comme l'a écrit Henry Kissinger dans son essai *L'ordre du monde* (Fayard, 2016) : « Les Etats-Unis n'étaient pas simplement un pays, mais le moteur d'un plan divin et la quintessence de l'ordre mondial. »

A l'orée du XX<sup>e</sup> siècle, la puissance des Etats-Unis s'était considérablement développée. Le pays se sentait désormais tenu de traduire sa pertinence

morale universelle affirmée de longue date en assurant un rôle géopolitique plus vaste. Le premier président à prendre ce nouveau rôle à bras-le-corps fut le Républicain Theodore Roosevelt. Du point de vue de ce dernier, explique Kissinger, « la politique étrangère était l'art d'adapter la politique américaine afin qu'elle rééquilibre discrètement mais résolument le pouvoir mondial, de manière à faire pencher les événements dans le sens de l'intérêt national ».

Il proclama ainsi le corollaire Roosevelt de la doctrine Monroe, affirmant que les Etats-Unis avaient le droit d'intervenir à titre préventif dans les affaires intérieures d'autres pays des Amériques pour remédier à des « cas flagrants de méfaits ou d'impuissance ». Cette approche des relations internationales reposait sur une devise : « Parlez doucement mais portez toujours un gourdin » – également connue sous le nom de politique du Gros Bâton (*Big Stick policy*).

En capturant Nicolás Maduro et en plaçant le Venezuela sous tutelle, Donald Trump n'a donc rien inventé, ni sur le plan des principes ni sur le plan pratique : ses prédécesseurs John Kennedy, Lyndon Johnson, Richard Nixon, Ronald Reagan ou George H.W. Bush ont, bien avant lui, ordonné ou cautionné des coups de force du même genre (respectivement à Cuba en 1961, au Brésil en 1964, au Chili en 1973, sur l'île de la Grenade en 1983 et au Panama en 1990 – pour ne citer que les principaux).



Le corollaire Roosevelt de la doctrine Monroe stipule que les Etats-Unis pouvaient intervenir à titre préventif dans les affaires intérieures d'autres pays des Amériques pour remédier à des « cas flagrants de méfaits ou d'impuissance ». © SZ PHOTO.



do your thing

## Lancez-vous comme un lion.

Devenez ING Starter gratuitement et recevez aussi de la publicité pour votre activité.

[ing.be/commencer](https://ing.be/commencer)

Nouveau à Wemmel  
**ROOTS**  
Produits frais

Infos et conditions sur [ing.be](https://ing.be)  
ING Belgique S.A. Banque/Prêteur • Siège social : Avenue Marnix 24, B-1000 Bruxelles • RPM Bruxelles •  
TVA : BE 0403.200.393 • BIC : BBRUBEBB • IBAN : BE45 3109 15602789 • Courtier en assurances, inscrit à la FSMA sous le  
numéro 12381A. • [www.ing.be](https://www.ing.be) • Editeur responsable : Saskia Bauters • 01/2026.

20025175